

## EDITORIAL

8 avril 1986 : nomination du vice-président de l'UNI à Matignon

9 avril : Discours de politique générale de Jacques Chirac qui annonce l'abrogation prochaine de la loi Savary.

10 avril : Dépôt d'une nouvelle proposition de loi par des parlementaires de la majorité (Foyer, Peyrefitte, Giscard, Messmer)

22 avril : L'UNEF ID est enfin reçue chez M. Devaquet et apprend que le projet de loi devrait être présenté au conseil des ministres courant juin (très probablement le 11).

### La situation universitaire générale.

Les élections législatives ont donné la victoire aux artisans d'un programme universitaire contraire aux aspirations étudiantes. Cependant, ce résultat ne représente pas pour autant la sanction du processus par l'UNEF ID à l'université. Ce paradoxe est inhérent au syndicalisme.

Nombre d'éléments contenus dans la loi Savary apparaissent comme autant d'acquis produits par l'expression de rapports de forces successifs. Appuyé notamment sur des principes annoncés mais pas toujours concrétisés par le gouvernement d'alors, la permanence de ce rapport de forces s'est incarnée par l'ancrage de l'UNEF sur des valeurs que chacun croyait minoritaires à l'université.

Par ailleurs, loin d'être un obstacle au syndicalisme de masse, la gauche au pouvoir a favorisé la maturation et ouvert de nouveaux terrains d'investissement pour notre syndicat. Notre combat a commencé à s'incarner à travers une culture syndicale positive à l'image des évolutions et des attentes du milieu étudiant. Pour la Tendance PLUS, cela devait se traduire par le renforcement d'une culture syndicale majoritaire.

Parce que nous n'avons pas été le syndicat des gouvernements précédents mais celui de l'université de masse, nous ne serons pas celui de la nouvelle majorité et nous resterons celui de l'opposition à l'université libérale. Oui, pour nous, l'université de masse reste une perspective de combat.

Or ce combat va désormais se dérouler dans des conditions politiques nouvelles. Si nous pouvons utiliser les contradictions internes à la nouvelle majorité, nous ne pouvons pas nous appuyer sur les principes réactionnaires qui veulent sa politique universitaire.

Soumis à la pression de ses diverses clientèles, le gouvernement actuel n'est pas vraiment celui de la stabilité. Soufflant le chaud et le froid, il semble que c'est le dernier qui crie le plus fort qui fait pencher la balance.

Le GERUF et l'UNI ont une nette longueur d'avance et Devaquet semble isolé. Mais ne nous leurrions pas; c'est une seule et même déreglementation qui les anime tous.

En tant que syndicalistes, la victoire de la droite ne signifie qu'elle applique automatiquement son programme. Entre les intentions et les actes, nous devons intercaler le mouvement des étudiants. Le gouvernement est conscient du rapport de forces existant à l'université et il va nous falloir le mettre en mouvement avec toute la prudence et l'opportunité que réclame la situation.

Aujourd'hui, le projet du GERUF est inamendable; notre rôle n'est pas de le réécrire. Face aux velléités destructrices, la bataille revendicative et l'affirmation de nos positions vont se traduire par une démarche beaucoup plus défensive. Cependant, pour que l'UNEF ID préserve la place qu'elle a gagnée, c'est à dire la première, elle ne doit pas miner les efforts accomplis durant ces dernières années.

La perspective de combat ne doit pas diminuer la fonction de négociation que nous avons réhabilitée et l'image de responsabilité que l'UNEF a conquise. Pour l'ensemble des forces syndicales, sociales et politiques, nous restons l'objet d'expectative. Certains essaient d'ailleurs de nous pousser à l'affrontement immédiat et sans réserves contre le gouvernement, faute de ne pouvoir peut-être le faire elles-mêmes. Nous devons quant à nous crédibiliser l'UNEF et faire sortir les aspirations étudiantes du "microcosme" universitaire. Prenons à témoin l'opinion publique sur laquelle tentent de s'appuyer les gouvernants pour disqualifier la position des étudiants. Nos valeurs sont majoritaires chez les étudiants, faisons en sorte qu'elles le deviennent dans le pays.

La logique politique de la nouvelle majorité entend s'attaquer frontalement au service public. Cette orientation ouvre une perspective unifiante à nos combats. L'UNEF ID doit concrétiser cette potentialité et faire émerger, entre des forces au destin parallèle, une convergence d'intérêts pour la défense du service public d'enseignement supérieur. Nombre de jonctions possibles s'inscrivent dans ce schéma. Celle de la privatisation de TFI en est un premier exemple. L'UNEF ID est totalement partie prenante de la bataille qui s'engage.

Cependant, en matière d'enseignement, l'UNEF doit être à l'initiative. Son combat passe par la constitution d'un mouvement d'opinion dont elle doit être le catalyseur. Préparons nous à porter le débat dans et hors des amphithéâtres.

L'avenir présage une importante mobilisation et un éventuel mouvement de grève pour la rentrée prochaine. L'état de disponibilité des étudiants s'est déjà manifesté. Session extraordinaire en juillet ou pas, il est certain que nous devons nous engager à avertir le gouvernement et alerter les étudiants. Chaque AGE doit prendre les mesures qui s'imposent, à travers notamment la campagne d'inscription des nouveaux bacheliers, pour créer les meilleures conditions d'un bon démarrage sur le pied de guerre à la rentrée.

#### Evolutions internes

Depuis le dernier collectif national extraordinaire du 22 février se sont produits des événements importants pour notre organisation. Les modifications et les évolutions du paysage politique ont eu des effets sur l'UNEF elle-même.

Avec le résultat du 16 mars, l'équilibre et l'unité de notre syndicat

auraient pu se trouver menacés par des contingences extérieures au syndicalisme. Cet accueil aurait certainement abouti à une rupture du processus de syndicalisation du mouvement étudiant. Par les choix opérés, l'esprit de raison a triomphé. Nombre d'entre nous ont pu se réjouir de l'abandon, par la majorité syndicale, d'un certain itinéraire politique devenu pesant pour l'indépendance syndicale. Toutefois, dans de nombreuses AGE, la vigilance est de rigueur car la résistance aux logiques destructrices de l'UNEF reste à l'ordre du jour pour chacun d'entre nous.

Pour nous syndicalistes, il est clair qu'il n'est pas possible d'appréhender l'issue du 16 Mars comme celle du 10 MAi 81. Cela ne veut pas dire que nous devons pour autant aborder la période par un retour aux sectarismes ou à la subordination des intérêts étudiants aux stratégies politiques d'individus, de fractions ou de partis. Le mouvement étudiant n'est plus celui de la dernière décennie. Celui que chacun peut se permettre de revendiquer pleinement commence véritablement en 1980 avec L'UNEF Indépendante et Démocratique.

En six ans, l'eau a coulé sous les ponts. Durant tout ce temps, la Tendance PLUS s'est obstinée à tracer des perspectives d'avenir pour l'UNEF. Sans chercher à se satisfaire d'une gestion minoritaire de son orientation, la Tendance PLUS n'a pas cessé, dans un premier temps, de la rendre victorieuse dans l'intérêt de toute l'UNEF. Ensuite, par la discussion et la recherche systématique d'une synthèse à la discussion, les artisans de la nouvelle majorité issue du 68<sup>e</sup> congrès se sont donnés les moyens de lever les obstacles à la modernisation et au développement de l'UNEF. Aujourd'hui un verrou vient de sauter et nous devons avancer dans l'accomplissement réel de l'indépendance et du syndicat de tous les étudiants. L'UNEF n'a qu'un siège social, celui de son bureau national.

La Tendance PLUS a toujours voulu être une tendance de débat et de réflexion critique sans jamais pouvoir assumer la direction effective de l'UNEF. La question d'actualité contenue à travers notre propre orientation historique est bien celle du gouvernement de l'UNEF. Une condition nécessaire vient d'être remplie. Est-elle suffisante ? Il revient à chacun, et en particulier à sa majorité, de se donner les moyens politiques de répondre à cette question.

A suivre...

Joël CARREIRAS

## La campagne de rentrée de l'UNEF ID

En cette fin d'année universitaire, chacun d'entre nous peut raisonnablement faire la même analyse : la rentrée 86/87 sera difficile et déjà nous pouvons prévoir quelques batailles contre ceux qui tenteront de démanteler le service public et de remettre en cause, de manière générale, les acquis des étudiants.

Certe, nous savons que les étudiants sont prêts à réagir pour sauvegarder leurs conditions d'études mais nous savons aussi qu'une bataille de cette ampleur ne se décrète pas, que nous devons nous y préparer d'une part en informant le plus possible et d'autre part en renforçant nos structures syndicales que les examens de fin d'année ont quelque peu distendues.

C'est dans cette optique que la campagne d'inscriptions est un enjeu considérable. D'une part en effet, elle permet de prendre contact avec les nouveaux bacheliers qui, intéressés par la vie universitaire et sensibilisés par les problèmes qu'ils rencontrent, sont un nouveau vivier de responsables syndicaux, de délégués de TD...

D'autre part, elle est le moyen le plus efficace pour informer tous ces nouveaux étudiants de ce qui risque de devenir l'Université et des gros nuages noirs qui s'amoncellent sur cette rentrée.

Enfin, comme chacun sait, les étudiants lors de leur inscription sont confrontés à de nombreux problèmes et l'UNEF ID sait aujourd'hui y répondre efficacement ce qui non seulement la rend crédible auprès des étudiants mais aussi lui permet de démontrer la nécessité d'une organisation structurée, informée...

Voilà pourquoi la campagne d'inscription et de syndicalisation nous semble très importante a fortiori dans la conjoncture où nous sommes qui exige que la rentrée ne soit pas un cafouillage.

### Quelques conseils techniques :

La tenue de tables UNEF ID pendant la période d'inscriptions universitaires a deux objectifs

- informer les étudiants sur la situation universitaire et le mode d'emploi sur l'université,
- les convaincre de l'efficacité du syndicat en particulier en les aidant quand les obstacles administratifs se manifestent.

- informer les étudiants : pour ce-faire, il faut constituer un guide d'AGE sous forme de livret qui comporte toutes les informations dont ont besoin les étudiants lorsqu'ils arrivent pour la première fois sur un campus. Ce guide d'AGE doit comprendre plusieurs éléments simples :

- @ un résumé de chaque formation dispensée dans l'université ou la ville universitaire

- @ un plan de l'université

- @ une page pratique comprenant toutes les bourses et les services utiles sur le campus

- @ un organigramme de l'UNEF ID qui explique son fonctionnement

- @ des horaires de bus ou de trains lorsque les transports en commun sont très utilisés par les étudiants

@ toutes les idées qui viennent à l'esprit sont les bienvenues.

D'autre part, cette campagne d'inscriptions doit permettre aux AGE de mener une information plus générale sur les projets de la droite à l'Université et il faut réfléchir à des panneaux qui retracent brièvement les faits et insistent sur les dangers que représenterait une telle réforme.

- aider les étudiants à s'inscrire

D'une part les militants peuvent aider les bacheliers à remplir leur dossier sont souvent désemparés devant certaines questions ou exigences administratives.

D'autre part, quand les étudiants sont confrontés à des limites numériques d'inscription dans telle ou telle UFR, les élus doivent organiser des délégations auprès des instances décisionnelles après avoir centralisé tous les étudiants qui se retrouvent dans la même situation.

Enfin reste posé le problème d'inscription des étudiants étrangers. Pour ces étudiants qui ne peuvent s'inscrire parcequ'ils n'ont pas effectué la préinscription, trois solutions sont envisageables.

\* s'ils sont très peu nombreux, un élu peut prendre rendez-vous avec le président d'université ou le directeur d'UFR concerné et défend au cas par cas l'inscription de chacun.

\* s'ils sont nombreux, il faut organiser une délégation et négocier au mieux les inscriptions.

\* parfois, dans cette situation, les élus UNEF ID peuvent obtenir que soit créée une commission tripartite composée d'étudiants, de personnels administratifs et d'enseignants qui tranche au cas par cas l'inscription des étudiants.

En dehors de ces quelques conseils, il est bon de rappeler que la période d'inscriptions est une période particulièrement favorable pour décider les étudiants à se syndiquer. La syndicalisation permettra de reprendre contact dès la rentrée et d'autre part de peser plus confortablement quand il faudra obtenir telle ou telle garantie de la part d'un enseignant ou de l'administration.

Voilà pourquoi nous misons sur la campagne d'inscription. Les AGE de la région parisienne et en particulier la direction de la Tendence PLUS sera à la disposition des AGE qui, du fait de leur faiblesse numérique, auraient besoin d'un coup de main.

Isabelle THOMAS

## Une initiative décisive :

### Vers un regroupement des Indépendants autour de l'UNEF ID.

Vendredi 30 Mai, s'est tenue au Bureau National une réunion entre l'UNEFID et plusieurs associations et organisations étudiantes, essentiellement parisiennes.

Son but : opérer un premier pas vers le regroupement d'une série d'Indépendants et de Corps divers qui graviteraient autour de l'UNEF ID, la perspective étant de les fédérer ultérieurement.

Cette orientation découle de l'analyse du changement du milieu étudiant que nous avons pu faire dans toutes les AGE. Le développement de l'UNEF s'est fait parallèlement à l'instauration de nouveaux rapports avec ces forces. Les dernières élections universitaires ont été à cet égard particulièrement révélatrices. Alors que la règle générale était que ces associations se positionnent contre nous comme organisation nationale, cette règle tend à devenir exception. L'antisindicalisme devient de moins en moins leur raison d'être, essentiellement grâce à notre propre pratique syndicale.

Dans leur diversité, ces associations progressent là où existent des besoins et des revendications non satisfaites par l'UNEF ID.

#### Maîtriser les rythmes

Nous avons proposé aux participants de créer une association de fait, avec comme objectif la création d'une Fédération Nationale des Services Etudiants.

Il faut surtout maîtriser les rythmes. A trop vite structurer, formaliser sans qu'il y ait suffisamment d'expérience et de travail en commun, nous ne ferions qu'encourir leur déception, voire leur défection.

Corpos et indépendants se caractérisent par leur extrême diversité. On peut généralement les regrouper en 3 catégories :

- \* les associations par "matières" (souvent en 2<sup>e</sup> cycle)
- \* les corpos (activité de services)
- \* les organisations nationales : CNEF, ANEMF (médecine)

Leurs motivations sont également diverses. Lors de la réunion se sont dégagés des points de convergence, mais aussi des préoccupations diverses entre le représentant de la CNEF (Union Droit) d'Assas, l'Association des étudiants en Biologie de Paris VII et l'Inter-Capa (qui regroupe les capacitaires en Droit). Ainsi les rythmes de travail en commun se moduleront selon les natures profondément différentes de ces associations.

Les corpos : je pense qu'ils seront les plus réticents. Nous sommes souvent en concurrence directe avec eux. En revanche, les associations par cursus ayant souvent pour but la promotion d'un diplôme seront plus intéressées par les informations nationales dont nous disposons, le fait que nous soyons au CNESER ... Nous avons même beaucoup à apprendre d'elles. A Orléans des étudiants présents sur une liste indépendante aux élections se sont adressés à nous pour monter ensemble un "Club de Droit".

D'autres facteurs interviennent, comme la taille de ces associations ou leur politisation.

A Strasbourg nous n'agrègerons pas l'AFGES autour de nous, qui possède un restaurant universitaire. Il est en revanche possible de capter à Paris XII l'association "Maîtrise AES option privé", active mais réduite.

Le Mouvement d'Action Critique (MAC) de Sceaux, marqué à gauche, est devenu le cheval de Troie de l'UNEF ID dans cette fac de droit. Je pense toutefois que les camarades de Nancy auraient plus de difficultés, franchement marqué à droite.

### Avancer sur deux jambes

Cette ouverture de l'UNEF est l'occasion de poursuivre notre progression dans la représentation de l'ensemble du milieu étudiant. En parallèle, il faut que l'organisation syndicale elle-même amorce une véritable réflexion sur le contenu des diplômes, leurs débouchés, les stages ... Les associations d'Indépendants nous apporteront des éléments mais c'est de nous que doit venir la conception d'ensemble. Travailler avec les Indépendants sans avoir cette maturation interne, ce serait vouloir avancer sur une seule jambe. Il y a réciprocity entre ces deux nouveaux apports dans l'UNEF.

La PLUS ne veut pas recentrer l'UNEF sur un seul axe, mais lui faire réellement intégrer une nouvelle dimension à son activité. Nous sommes le syndicat majoritaire à l'Université, et un peu plus que cela. Ce nouveau pas à franchir ne nous conduit pas à revendiquer le pouvoir à l'Université, mais à y imprimer notre marque. Cela est une des meilleures façons de préparer la confrontation qui s'annonce avec la Droite.

Hugues DONATO